

Arthur Chevallier – Les zones de non-droit n'existent pas

CHRONIQUE. Cette facilité de langage cache une réalité : dans des quartiers minés par la drogue, c'est le droit des plus forts qui régit la vie des habitants.

Par Arthur Chevallier



Publié le 17/05/2022 à 20h30



La féodalisation n'appartient pas au Moyen Âge. À force de répéter que la République est une et indivisible, elle l'est de moins en moins. Les banlieues ont, par un effet magique, disparu de la campagne présidentielle et de celle des législatives. « Islamisme », « trafic de drogue », « partition », « territoire perdu », « échec de l'école », tous les sujets auxquels elle se rapporte sont pourtant abordés. Le terme, lui, n'est plus d'actualité ; et la raison en est simple et évidente : la France renonce pas à pas à son unité, soit la condition de toute forme d'égalité et d'équité.

Dans un documentaire, la comédienne Marie S'infiltrer enquête au cœur des banlieues. Le premier épisode consacré au trafic a généré près de 900 000 vues sur YouTube, sans que cela provoque le moindre relais politique et à peine un écho médiatique. Avec aisance et décontraction, elle rencontre, au cœur des quartiers les plus dangereux de Paris et de Marseille, des trafiquants, du plus important au plus insignifiant, des habitants, des vieux, des jeunes, des enfants, des adultes. L'intimité et la légèreté du ton révèlent les évidences les plus inquiétantes. La drogue occupe les fonctions de la puissance publique. Pour s'en convaincre, il suffit de retenir que l'une des définitions les plus rudimentaires de l'État est : entité qui lève un impôt. Or, la drogue est précisément la matrice qui remplace l'État en lui retirant sa prérogative première. De cette spoliation découlent les autres. En réglant la vie économique des quartiers, la drogue conquiert les domaines sociaux, culturels, familiaux, etc. Au contraire de la République, les plus puissants ne sont pas les plus instruits ni les plus intelligents, mais les plus grands trafiquants. Personne ne pense sérieusement à réussir grâce à l'école. De facultative, cette dernière est devenue décorative. Le résultat de cette équation est évident : l'avènement d'une partition sociétale, laquelle comprendra, dans le même mouvement, une réorganisation des valeurs, des lois, du commandement, en dehors de toutes les normes de la République. Ça paraît fou ; c'est pourtant simple, et pas si éloigné.

Dans *Chicago-Ballade*, l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger revient sur la prospérité de la pègre à Chicago en 1920. Au terme d'une analyse aussi brillante que singulière, il identifie la cause première du succès de cette entreprise. Les États-Unis, en tant que projet politique, étaient à la fois prometteurs et protecteurs. Le marasme économique conjugué à un flottement des pouvoirs publics a conduit à un vide dans lequel s'est engouffrée la mafia, laquelle a en peu de temps occupé les redoutes auparavant occupées par l'État. Avec bien entendu l'assentiment d'une population pour laquelle rien n'était plus normal que de voir une organisation défaillante remplacée par une organisation performante. La coercition avait changé de camp, les méthodes n'étaient pas orthodoxes, mais, au moins, les fonctions vitales étaient assurées par une entité. N'importe quelle communauté humaine a besoin d'une superstructure pour s'organiser. L'État, on l'oublie souvent, n'en est qu'une parmi d'autres. Notre tort consiste à croire qu'il détient un monopole, alors qu'il est, par principe, en concurrence. Qu'il disparaisse, et les monstres sortiront des enfers.

Cynisme

Les mafias à la tête des banlieues françaises sont en train de remporter, dans la discrétion, plusieurs batailles décisives. Elles sont aidées par certains élus locaux qui, pour des raisons électoralistes, c'est-à-dire cyniques, préfèrent coopérer de façon tacite. L'exemple d'Éric Piolle, maire de Grenoble, est intéressant. Sa majorité municipale vient d'autoriser, entre autres mesures, le port du burkini dans les piscines publiques. Bien entendu, cet arrêté concerne la ville de Grenoble et non seulement les banlieues ; mais comment ne pas y voir la conquête culturelle d'une pratique a priori aberrante aux yeux de la majorité des Français ? Comment ne pas non plus identifier l'évident cynisme d'un édile qui, sous le couvert des droits de la femme, réglemente un espace public d'après des critères du Moyen Âge ? C'est intellectuellement ridicule ; humainement méprisable. La chose est encore plus grave dans la mesure où le préfet de l'Isère, à la demande du ministre de l'Intérieur, avait averti de l'illégalité de la mesure et prévenu de son intention de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

Le maire d'une ville, est-il utile de le rappeler, a aussi pour devoir de faire respecter la loi, et donc de ne pas céder aux « revendications communautaristes à visée religieuse ». La portée de cette controverse dépasse le cadre des sempiternels débats sur la progression d'un islam rigoriste. Éric Piolle, en ignorant les avertissements de la préfecture, défie l'État, c'est-à-dire le centre de commandement du pays. Il est l'archétype de cette génération de féodaux prêts à contourner l'intérêt général au nom de revendications particulières avec un seul but : renforcer son fief. Voilà comment le rêve d'une France unie, grande et puissante s'effondre sous les assauts de baronnies gesticulantes et malhabiles, qui ignorent l'intérêt supérieur de la nation, oublient qu'ils ne sont pas maires d'une ville du Far West, mais d'une République.

Référence livre

Hans Magnus Enzensberger, *Chicago-Ballade*, Paris, Allia, 1998.

Référence documentaire :

Marie S'infiltré et Maxime Allouche, *Marie s'infiltré dans les quartiers*, épisode 1, la drogue, 2022.